

## CAUSES RÉELLES DE LA DETTE PUBLIQUE

### ou comment les intérêts payés sur la dette nourrissent la dette

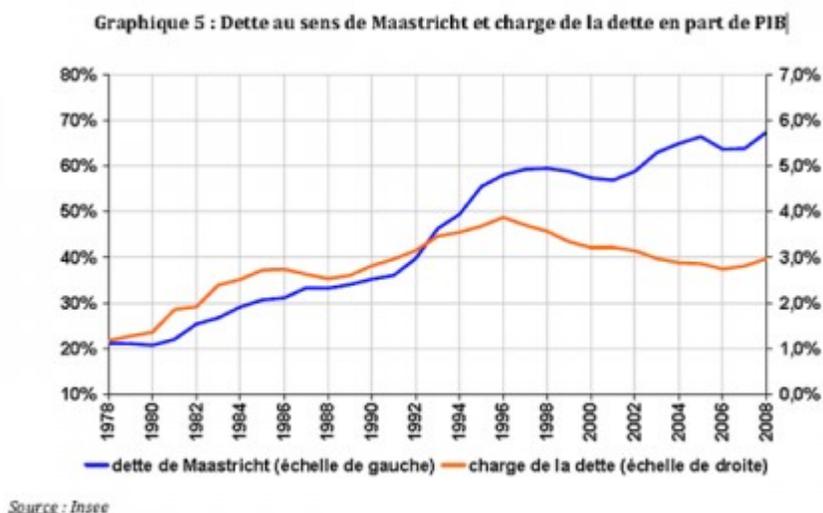
#### Explications préalables

Il y a quelques années nous avons demandé à l'INSEE de nous fournir le montant exact et précis des intérêts payés chaque année au titre de la dette « au sens de Maastricht » pour l'ensemble des Administrations Publiques (les « APu » dans le jargon administratif)... Leur réponse négative nous avait poussés à « reconstruire » ces montants à partir des taux d'intérêts moyens fournis par la Banque de France, et c'est cette reconstruction qui a été à la base des différents calculs que les lecteurs ont pu trouver ici ou là dans les articles ou les livres que nous avons publiés sur la question\*.

La sortie récente du « [RAPPORT SUR LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES](http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/104000234/index.shtml) » ( <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/104000234/index.shtml> ) nous avait donné l'espoir que ces données étaient maintenant disponibles...

Nous avons donc demandé à nouveau à l'INSEE de nous fournir ces informations. Malheureusement, voici leur réponse (tout à fait incroyable alors qu'on nous sature partout avec le problème du poids de la dette) : « *L'information recherchée (charge de la dette) ne correspond pas à un agrégat de la comptabilité nationale et ne figure donc pas dans les résultats publiés* »

Pour l'analyse ci-dessous nous avons donc estimé que nous pouvions faire confiance à ce rapport cité qui, dans le graphique N°5 (courbe rouge), nous indique la charge de la dette en part de PIB.



\*Il s'agit de « *La dette publique, une affaire rentable* » (ed Yves Michel), « *Les 10 plus gros mensonges sur l'économie* » (nouvelle édition 2010, ed Dangles), et le dernier paru « [Argent, dettes et banques](#) », (ed Yves Michel)

#### Méthodologie

Nous avons agrandi ce graphique, ce qui nous a permis de déterminer avec une précision suffisante les

valeurs annuelles en pourcentage (valeurs que vous retrouvez dans la 5<sup>o</sup> colonne du tableau).

Les résultats apparaissent dans les deux tableaux ci-après

Année	Coefficient transformati on en euros 2009 (insee)	PIB euros courants (INSEE)	Dette en euros courants	Charge dette en pourcentage PIB (Rapport Champsaur)	Intérêt dette euros courants (Champsaur)	PIB en euro constant 2009	Dette en euros constants 2009	Intérêts en euros constants 2009
Col 1	Col 2	Col 3	Col 4	Col 5	Col 6	Col 7	Col 8	Col 9
<b>1979</b>	2,8900	393,6	82,8	1,3%	5,1	1137,5	239,3	14,8
<b>1980</b>	2,5450	445,0	92,2	1,4%	6,2	1132,5	234,6	15,9
1981	2,2440	500,5	110,1	1,8%	9,0	1123,1	247,1	20,2
1982	2,0070	573,9	145,5	1,9%	10,9	1151,8	292,0	21,9
1983	1,8310	636,2	170,0	2,4%	15,3	1164,9	311,3	28,0
1984	1,7050	693,0	201,4	2,5%	17,3	1181,5	343,4	29,5
<b>1985</b>	1,6110	744,6	227,7	2,7%	20,1	1199,5	366,8	32,4
1986	1,5690	802,4	249,3	2,7%	21,7	1259,0	391,2	34,0
1987	1,5210	845,4	281,2	2,7%	22,4	1285,9	427,7	34,1
1988	1,4810	910,2	302,8	2,6%	23,7	1348,0	448,4	35,0
1989	1,4300	981,1	333,3	2,7%	26,0	1403,0	476,6	37,2
<b>1990</b>	1,3830	1033,7	363,6	2,8%	28,9	1429,6	502,9	40,0
1991	1,3400	1071,0	385,1	3,0%	32,1	1435,1	516,0	43,1
1992	1,3090	1106,7	440,1	3,2%	35,4	1448,7	576,1	46,4
1993	1,2830	1114,0	515,4	3,5%	39,0	1429,3	661,3	50,0
1994	1,2620	1153,8	570,0	3,6%	41,5	1456,1	719,3	52,4
<b>1995</b>	1,2400	1195,7	662,8	3,7%	44,2	1482,6	821,9	54,9
1996	1,2160	1227,5	711,8	3,8%	46,6	1492,7	865,5	56,7
1997	1,2010	1267,2	751,3	3,7%	46,9	1521,9	902,3	56,3
1998	1,1930	1324,1	786,6	3,5%	46,3	1579,7	938,4	55,3
1999	1,1870	1367,0	804,5	3,3%	45,1	1622,7	954,9	53,5
<b>2000</b>	1,1670	1442,9	826,4	3,2%	46,2	1683,9	964,4	53,9
2001	1,1480	1497,6	851,6	3,2%	47,9	1719,2	977,6	55,0
2002	1,1270	1549,6	910,9	3,1%	48,0	1746,4	1026,6	54,1
2003	1,1040	1595,7	1003,4	3,0%	47,9	1761,6	1107,8	52,8
2004	1,0810	1657,3	1076,9	2,8%	46,4	1791,6	1164,1	50,2
<b>2005</b>	1,0610	1724,1	1145,4	2,8%	48,3	1829,2	1215,3	51,2
2006	1,0440	1808,1	1149,9	2,7%	48,8	1887,7	1200,5	51,0
2007	1,0290	1896,0	1208,9	2,8%	53,1	1951,0	1244,0	54,6
2008	1,0010	1946,9	1315,1	3,0%	58,4	1948,8	1316,4	58,5
2009	1,0000	1907,0	1489,0	2,5%	47,7	1907,0	1489,0	47,2
							La dette a augmenté de 1250 G€ entre début 1980 et fin 2009	1340 G€ d'intérêts cumulés de 1979 à 2009

Variation dette annuelle avec l'année précédente	Variation de la dette annuelle calculée sans intérêts	Dette résiduelle calculée sans intérêt	Dette en pourcentage PIB	Dette en pourcentage PIB calculée sans intérêts	Taux d'intérêts annuel	Solde primaire calculé des budgets APU	Solde constaté des budgets APU (delta de dette)	Cumul des intérêts
Col 10	Col 11	Col 12	Col 13	Col 14	Col 15	Col 16	Col 17	Col 18
0,0		239,3	21,0%	21,0%	6,2%			14,8
-4,6	-20,5	218,8	20,7%	19,3%	6,8%	20,5	4,6	30,6
12,4	-7,8	211,0	22,0%	18,8%	8,2%	7,8	-12,4	50,9
45,0	23,1	234,1	25,4%	20,3%	7,5%	-23,1	-45,0	72,7
19,3	-8,7	225,4	26,7%	19,3%	9,0%	8,7	-19,3	100,7
32,1	2,6	227,9	29,1%	19,3%	8,6%	-2,6	-32,1	130,2
23,4	-8,9	219,0	30,6%	18,3%	8,8%	8,9	-23,4	162,6
24,3	-9,7	209,3	31,1%	16,6%	8,7%	9,7	-24,3	196,6
36,6	2,5	211,8	33,3%	16,5%	8,0%	-2,5	-36,6	230,7
20,7	-14,3	197,5	33,3%	14,7%	7,8%	14,3	-20,7	265,7
28,2	-9,0	188,5	34,0%	13,4%	7,8%	9,0	-28,2	302,9
26,2	-13,8	174,7	35,2%	12,2%	8,0%	13,8	-26,2	342,9
13,2	-29,9	144,8	36,0%	10,1%	8,3%	29,9	-13,2	386,0
60,1	13,7	158,5	39,8%	10,9%	8,0%	-13,7	-60,1	432,4
85,2	35,1	193,7	46,3%	13,6%	7,6%	-35,1	-85,2	482,4
58,1	5,7	199,3	49,4%	13,7%	7,3%	-5,7	-58,1	534,8
102,5	47,7	247,0	55,4%	16,7%	6,7%	-47,7	-102,5	589,7
43,7	-13,0	234,0	58,0%	15,7%	6,6%	13,0	-43,7	646,4
36,8	-19,5	214,4	59,3%	14,1%	6,2%	19,5	-36,8	702,7
36,1	-19,2	195,2	59,4%	12,4%	5,9%	19,2	-36,1	758,0
16,5	-37,0	158,2	58,9%	9,7%	5,6%	37,0	-16,5	811,5
9,5	-44,4	113,8	57,3%	6,8%	5,6%	44,4	-9,5	865,4
13,2	-41,8	72,0	56,9%	4,2%	5,6%	41,8	-13,2	920,4
48,9	-5,2	66,8	58,8%	3,8%	5,3%	5,2	-48,9	974,6
81,2	28,3	95,1	62,9%	5,4%	4,8%	-28,3	-81,2	1027,4
56,4	6,2	101,3	65,0%	5,7%	4,3%	-6,2	-56,4	1077,6
51,1	-0,1	101,3	66,4%	5,5%	4,2%	0,1	-51,1	1128,8
-14,8	-65,7	35,5	63,6%	1,9%	4,2%	65,7	14,8	1179,8
43,5	-11,2	24,4	63,8%	1,2%	4,4%	11,2	-43,5	1234,4
72,5	14,0	38,4	67,5%	2,0%	4,4%	-14,0	-72,5	1292,9
172,6	125,4	163,7	78,1%	8,6%	3,2%	-125,4	-172,6	1340,1
		La dette a diminuée de 215 G€ entre début 1980 et fin 2007. Et encore de 76 G€ à fin 2009				Total = plus 75,6 G€	Total = moins 1250 G€	

Nous avons ensuite calculé la charge de la dette en euros courants (colonne 4) puis utilisé les données de l'INSEE pour obtenir les coefficients de transformation euros courants en euros constants 2009 (colonne 2)

A partir de là le calcul des intérêts en euros 2009 (colonne 9), cumulés (colonne 18) le PIB en euros 2009 (colonne 7) et la dette cumulée (donnée de l'INSEE) en euros courants (colonne 4) transformée en euros constants (colonne 8 ) et enfin en pourcentage de PIB, données que chacun peut d'ailleurs trouver partout (colonne 13)

La variation annuelle de la dette (colonne 10) est une simple soustraction entre les données d'une année sur l'autre. La variation annuelle de la dette telle qu'elle serait « sans intérêts » apparaît donc en colonne 11; c'est augmentation d'une année sur l'autre de la colonne 8, diminué des intérêts payés (colonne 9 ). Le cumul de la dette sans intérêts (colonne 12) est donc la somme de la cellule de l'année précédente plus le montant de la cellule de la colonne 11.

La charge de la dette calculée sans intérêts en part de PIB (colonne 14) est le simple rapport colonne 12 par colonne 7

### Les intérêts de la dette nourrissent la dette.

Nous essayons ici de déterminer les évolutions de la dette des administrations publiques au sens de Maastricht si nous n'avions pas eu à payer d'intérêts sur la dette, tous autres éléments restant constant par ailleurs (en particulier la quantité totale de monnaie en circulation dans l'économie).

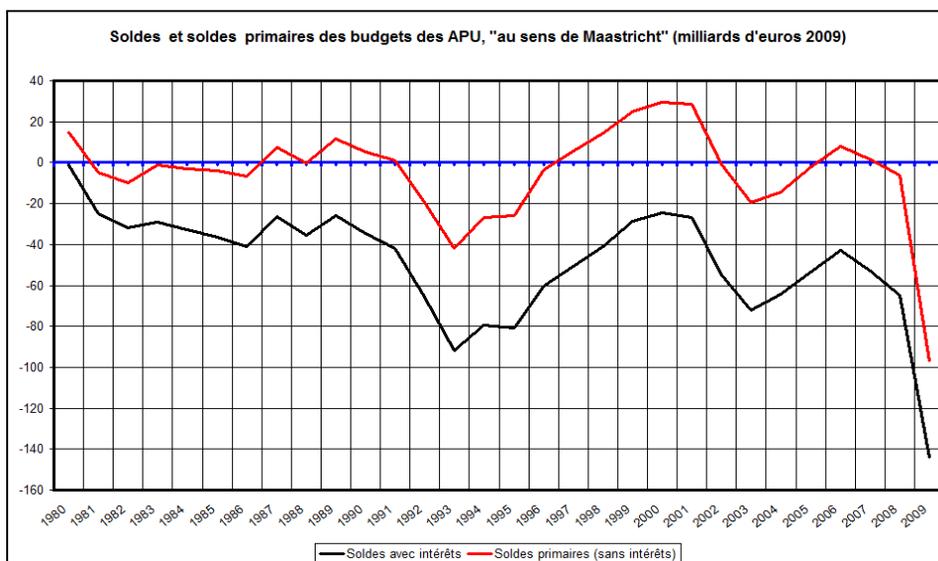
Il est évident qu'il peut y avoir certaines approximations qui au final ne devraient pas dépasser 2% des montants constatés.

### Constatations :

Entre fin 1979 et fin 2009 (30 ans), **les APu (État, Administrations diverses, et Administrations de Sécurité Sociale) ont du financer les intérêts de leur dette à hauteur de 1340 milliards d'euros**, soit en moyenne 44,7 milliards d'euros par an (un peu plus de 120 millions par jour).

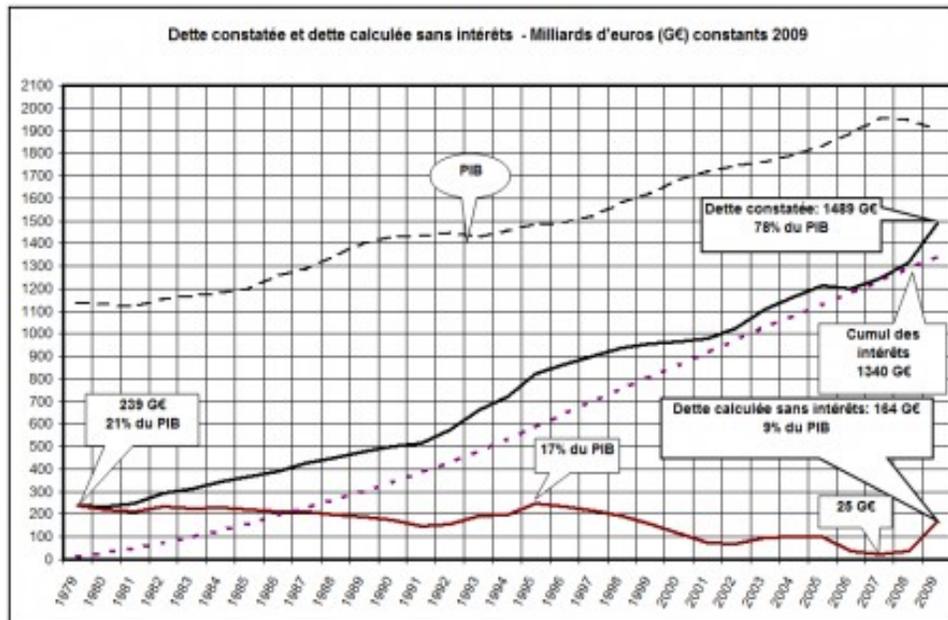
Entre fin 1979 et fin 2009 la dette avec intérêts a augmenté de 1250 milliards d'euros, soit 41,6 milliards d'euros par an en moyenne, mais cependant 90 milliards de moins que les intérêts payés.

Malgré une année 2009 catastrophique en terme d'endettement (comme le seront également sans doute 2010 et 2011), la dette, calculée sans intérêts aurait néanmoins diminué de 76 milliards d'euros entre fin 1979 (et 215 milliards d'euros si on se réfère à fin 2007) .Il est intéressant de pouvoir visualiser année par année les capacités ou les besoins de financement des APu – avec et sans intérêts – sur ces années

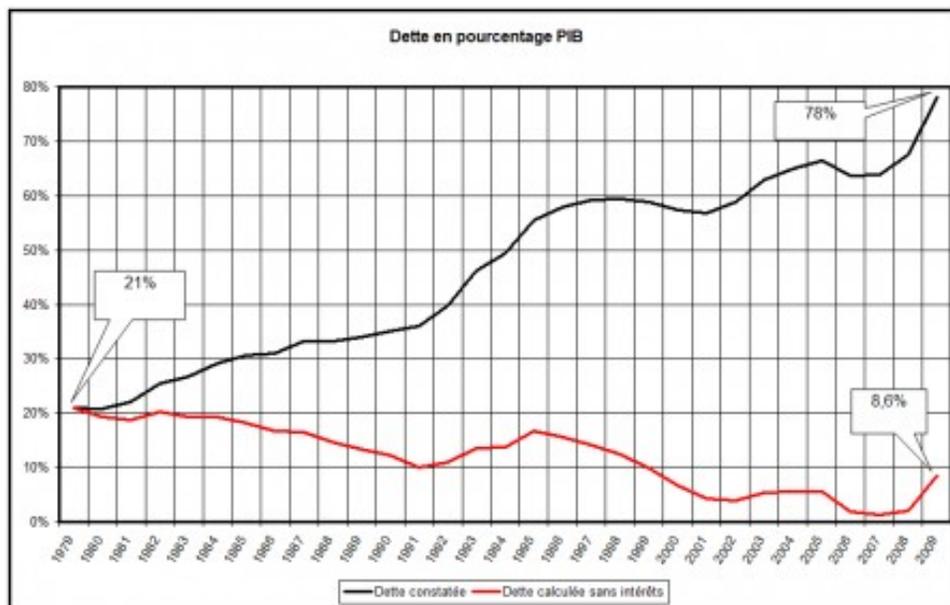


On peut montrer sous forme de graphiques en valeur et en parts de PIB, l'évolution de la dette publique

constatée et ce qu'elle serait devenue dans un système monétaire où la banque Centrale aurait pu « monétiser » directement (sans devoir passer par l'intermédiaire des banques commerciales pour ce faire ) les besoins de financement de l'État et des administrations publiques.



Le simple graphique en pourcentage de PIB est peut être plus parlant encore



La justification des promoteurs (dont le seul survivant est Valéry Giscard d'Estaing) de l'article 25 de la loi de 1973 qui interdit à l'État de présenter ses propres effets à l'escompte de la Banque de France fut la suivante : « empêcher l'État d'utiliser la 'planche à billet' et par voie de conséquence de limiter l'inflation ». Las, l'inflation fut très largement supérieure les 10 ans de 1973 à 1982, par rapport aux 10

ans qui précéderent cette date, de 1962 à 1972 : 11,2% en moyenne au lieu de 4,4%, De plus, si la mesure avait été efficace, nous n'aurions évidemment pas de dette et ceux qui peuvent soutenir que la dette – à notre propre Banque Centrale – aurait été plus élevée si nous n'avions pas eu cette obligation de payer des intérêts aux détenteurs de monnaie n'ont évidemment aucun argument justificatif sérieux à faire valoir. La dette a bien évidemment été payée par une augmentation de la masse monétaire dans les mains des épargnants.

Il n'y a aucun doute que les intérêts payés sont la cause de l'augmentation de la dette et du niveau atteint actuellement, et s'il n'y avait pas eu d'intérêts à payer la dette publique aurait représenté fin 2009 quasiment la moitié du pourcentage en part de PIB qu'en 1979, après une dette quasi nulle en 2007.

**Nous pouvons donc affirmer que c'est bien globalement le service de la dette qui a nourri l'augmentation de celle-ci au long de ces 30 dernières années.**

**A l'heure où le gouvernement veut à tout prix faire des économies, économies qui de toute façon impacteront le pouvoir d'achat de ceux envers qui elles s'appliquent, la première des économies serait de monétiser au minimum les intérêts de la dette publique, évitant ainsi à celle-ci de croître et d'imposer, par son effet boule de neige, encore plus d'emprunts ou de sacrifices à la population dans les années futures.**

*Ajout*

*En prenant comme hypothèses une dette de 1600 milliards d'euros fin 2010, un taux moyen de 3%, une inflation de 2% et une décision de monétisation directe par la Banque de France de 100 milliards d'euros par an, dont l'utilisation est répartie entre le paiement des intérêts (en priorité) et le remboursement de l'existant (pour le solde), en 17 ans la dette serait totalement remboursée, sans léser aucun des détenteurs.*

Année	Solde Dette	intérêts 3%	Monétisation 100	Solde disponible en remboursement du capital de dette	Inflation
2010	1600,0	48,0	100	52,0	2%
2011	1516,0	45,5	100	54,5	2%
2012	1431,2	42,9	100	57,1	2%
2013	1345,5	40,4	100	59,6	2%
2014	1258,9	37,8	100	62,2	2%
2015	1171,5	35,1	100	64,9	2%
2016	1083,2	32,5	100	67,5	2%
2017	994,1	29,8	100	70,2	2%
2018	904,0	27,1	100	72,9	2%
2019	813,0	24,4	100	75,6	2%
2020	721,2	21,6	100	78,4	2%
2021	628,4	18,9	100	81,1	2%
2022	534,7	16,0	100	84,0	2%
2023	440,0	13,2	100	86,8	2%
2024	344,4	10,3	100	89,7	2%
2025	247,9	7,4	100	92,6	2%
2026	150,3	4,5	100	95,5	2%
2027	51,8	1,6	100	98,4	2%